



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 11 MARS 2022

**mettant en demeure la société GDE METALIFER à Strasbourg, de respecter
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations du
3a rue du Rohrschollen à Strasbourg et prescrivant des mesures d'urgence**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique (...), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ... ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 pris en application du titre I^{er} livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société GDE METALIFER à Strasbourg rue du Rohrschollen, en particulier le broyeur de métaux ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 15 février 2022 des installations de la société GDE Métalifer au 3a rue du Rohrschollen à Strasbourg ;
- VU le courrier du 1^{er} mars 2022 de l'exploitant produit en réponse aux conclusions de cette inspection du 15 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 février 2022 l'inspection des installations classées a constaté qu'en contravention aux dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel susvisés :

- la hauteur des dépôts au nord du site, près du broyeur dépasse la limite de 6 mètres (art. 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021) ;
- il n'y a pas de consigne formalisée des mesures compensatoires visant à la prévention des explosions en cas d'indisponibilité du pré-broyeur (art. 8.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021) ;
- le box de tournures potentiellement imprégnées de fluides d'usinages susceptibles d'être entraînés par la pluie n'est pas couvert (arrêté ministériel du 6 juin 2018 art. 13 IV) ;
- des fines de broyage pulvérulentes sont stockées en plein air sans prévention des envols et s'accumulent depuis plus de trois ans (art. 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations,*

objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que les fines de broyage pulvérulentes contiennent des métaux à l'état finement divisé dont un incendie serait au regard de l'importance des dépôts constatés (plusieurs milliers de tonnes) très difficile à maîtriser et susceptible de conséquences environnementales notables ;

CONSIDÉRANT qu'un tel incendie pourrait se produire de façon imprévisible, notamment du fait d'un échauffement au sein de la masse des fines, de la projection d'un objet chaud (explosions de broyeur), d'opérations inappropriées à proximité (travaux avec point chaud), d'un feu de véhicule de chantier, etc. ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence, que l'exploitant définisse d'ici à l'enlèvement de ces fines les moyens techniques et organisationnels pour garantir la sécurité des stocks ;

CONSIDÉRANT que le 1^{er} mars 2022 l'exploitant a produit, par écrit, des observations en retour suivant lesquelles : il s'engage à ce que la hauteur maximale de 6 m soit désormais respectée au besoin en réorientant les déchets à broyer, il produit une consigne relative au fonctionnement en cas d'indisponibilité du broyeur, il précise avoir enlevé du site les tournures huileuses résiduelles et indique que de tels déchets ne seront plus admis dans l'établissement de la rue du Rohrschollen ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise également dans son courrier du 1^{er} mars 2022 avoir mis en place une surveillance thermographique des tas de métaux à l'état divisé et qu'en conséquence il peut être fait droit à sa demande de voir porté à 9 mois le délai d'enlèvement de ces tas ;

CONSIDÉRANT, en revanche, que la présence prolongée de ces tas de métaux pulvérulents et les conditions de leur entreposage contreviennent toujours aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société GDE METALIFER est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 3a rue du Rohrschollen à 67100 STRASBOURG de respecter, dans les délais prescrits de trois et de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après :

Article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 - Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention ... des envols ...) (...)

*La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés. **Délai de neuf mois.***

Article 2 : mesures d'urgence

L'exploitant définit et met en œuvre les moyens techniques et organisationnels pour prévenir un incendie des fines de broyage stockées en excès et en limiter l'étendue comme les conséquences.

Article 3 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 6 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GDE METALIFER par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

